

LE COUNTERMAPPING

REPRÉSENTATION ET SUBVERSION

EXPÉRIMENTATION
POLITIQUE

Les cartes géographiques sont des représentations dans lesquelles savoir et pouvoir sont indissociablement mêlés. Il n'est dès lors pas étonnant que la cartographie suscite critiques et contestations et donne lieu à des pratiques subversives de « *countermapping* ». Depuis quelques années, des collectifs de chercheurs, de militants et d'artistes tentent ainsi de mettre en œuvre une pratique renouvelée de la cartographie, susceptible de figurer la réalité « objective » de façon à mettre en question ses représentations dominantes. C'est à titre d'expérimentation politique que Félix Boggio Éwanjé-Épée examine ici ces nouvelles approches.

Par **FÉLIX BOGGIO ÉWANJÉ-ÉPÉE***

L'une des nouveautés des pensées critiques contemporaines est la diffusion des problématiques géographiques et spatiales, et l'implication croissante de chercheurs critiques et de militants. Ces derniers s'attellent à définir de nouvelles façons de politiser l'espace et de théoriser les relations complexes entre spatialité, production et oppression. Dans ce mouvement, qu'on pourrait tout à fait décrire comme une spatialisation de la théorie (un *spatial turn*), la problématisation de la cartographie (dans laquelle s'inscrit le *countermapping*) émerge à la fois comme une nécessité de renouveler les modes de représentation du capitalisme globalisé et comme une remise en question de ce qui est représenté – des savoirs produits par les cartes.

Le terme *countermapping* (« contre-cartographie », ou « cartographie subversive ») recouvre des dimensions théoriques et pratiques hétérogènes. Ses expressions ne se limitent ni à des cartes « alternatives » ni à un discours critique porté sur la géographie. Il met en jeu à la fois une relecture de la tradition cartographique, de nouvelles pratiques de la cartographie et le souci de se lier à diverses formes de résistance, en particulier aux luttes des migrants et des précaires. Cette prétention activiste n'est pas à sous-estimer. Il est notable que, dans le mouvement d'académisation des pensées critiques, les géographes critiques ont tenté, par leur activité théorique, d'éclairer les contextes de différentes résistances liées à l'espace et aux nouvelles formes d'« apartheid ». Ce qui est ici à questionner, c'est la manière dont cette prétention à intervenir politiquement façonne les élaborations académiques et la mesure dans laquelle cette préoccupation parvient effectivement à se réaliser dans des projets à la fois militants et intellectuels. S'il est clair que parmi les questions que posent les pensées critiques celles qui se font les plus pressantes concernent leur rapport aux mouvements et aux luttes réelles, il n'est pas absurde d'envisager comme de véritables laboratoires pour les pensées critiques les activités à la fois théoriques et pratiques que recouvre le *countermapping*.

Cartographie, science et pouvoir

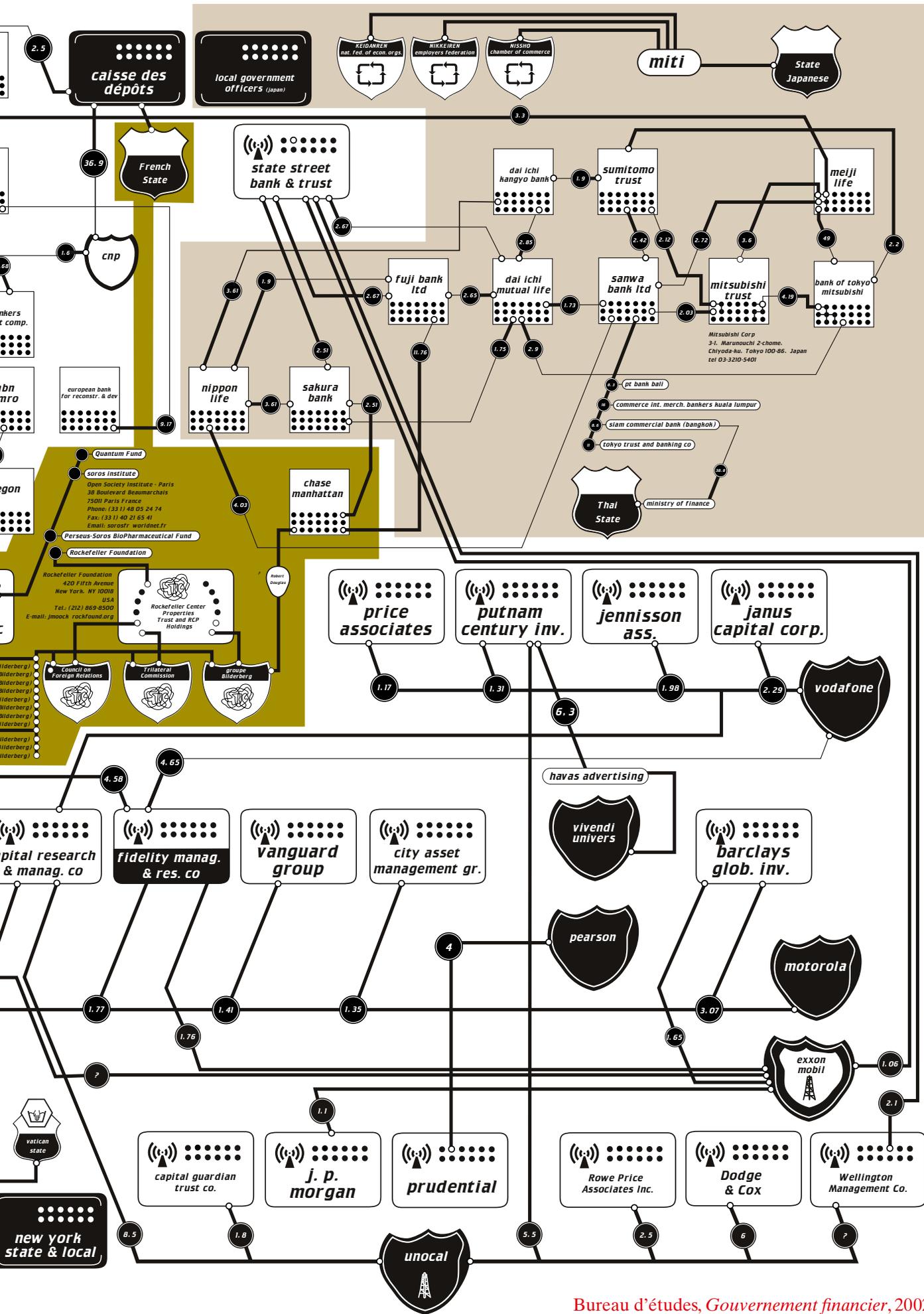
« *La géographie n'est pas chose immuable, elle se fait, se refait tous les jours : à chaque instant, elle se modifie sous l'action de l'homme*¹. » Ces mots d'Élisée Reclus, le célèbre géographe anarchiste, résonnent avec toute la problématisation contemporaine sur la production de l'espace. Elle nous permet de saisir les liens entre la production de l'espace et la cartographie d'une part et, d'autre part, la déconstruction des dispositifs cartographiques dominants dans leurs dimensions techno-bureaucratiques. Le moment historique dont Reclus est témoin en France est celui de l'institutionnalisation de la géographie. Son point de vue s'oppose directement à celui d'un Paul Vidal de La Blache – alors représentant du courant hégémonique en géographie – pour qui le paysage se contente de « s'offrir » au coup d'œil. Les avatars plus récents de cette dernière conception « contemplative » de la géographie s'inscrivent dans une logique statique, comptable, statistique, et seront critiqués par les théoriciens, praticiens et artistes liés au *countermapping* dans le cadre d'une remise en cause du caractère instrumental de cette pratique consensuelle de la cartographie. Cette approche qui fait de la cartographie une science comptable et instrumentale se voit largement contestée au travers d'une critique du traitement dominant des migrations et de l'alternative qui pourra y être opposée.

En dehors des conditions cognitives, métaphysiques et cosmologiques qui ont présidé à l'émergence de la cartographie moderne, John Pickles – l'un des principaux théoriciens du *countermapping* – relève le rapport entre l'émergence du marché, de la propriété privée capitaliste et la consolidation de l'État moderne. L'un des exemples éloquent de ce phénomène est l'apparition et la généralisation progressive du cadastre aux xv^e et xvii^e siècles en Grande-Bretagne et en Hollande, tandis que le cadastre n'a recouvert la totalité de l'empire austro-hongrois qu'au xix^e siècle, en raison de la résistance de la noblesse et de l'Église à l'État des Habsbourg.

La cartographie est également connectée aux dimensions impériales de la modernité – avec, par exemple, l'invention de l'Amérique du Sud, l'idée

Félix Boggio Éwanjé-Épée est étudiant et membre du secrétariat de rédaction de *RdL, La Revue des Livres*. Il participe également au collectif éditorial de la revue *Contretemps.eu*

La problématisation de la cartographie (dans laquelle s'inscrit le countermapping) émerge à la fois comme une nécessité de renouveler les modes de représentation du capitalisme globalisé et comme une remise en question de ce qui est représenté – des savoirs produits par les cartes.



Bureau d'études, Gouvernement financier, 2002.

La cartographie subversive constitue un lieu d'élaboration théorique pertinent pour travailler les questions de la représentation et de l'espace en lien avec les systèmes de domination et les politiques de l'identité.

de « continents nouveaux » ou encore la mise en carte des empires. Pickles n'oublie cependant pas de noter : « *Humboldt, tandis qu'il représentait les Amériques sous la forme d'un spectacle sublime pour les consommateurs européens bourgeois, comme ressource pour leur industrie, comme une nature sauvage en attente des pouvoirs civilisateurs, à l'adresse des forces expansionnistes, effaçait les profondes et riches pratiques culturelles des indigènes et des peuples colonisés par l'Espagne. Cependant, dans cette pratique de représentation, von Humboldt se révèle avoir été un grand traducteur des cultures et des savoirs locaux, en insérant les traces de l'Autre au cœur de la construction de l'identité européenne*². » Il y a donc une ambiguïté des cartes, une ambivalence qui n'est pas sans rapport avec les propositions des théoriciens du postcolonial : si les cartes ont eu un rôle dans la construction de la nation, dans la surveillance et l'administration des empires coloniaux, elles ont aussi un rôle de traduction des productions et des cultures humaines non occidentales.

Enfin, l'enjeu politique de la projection cartographique de l'espace a trait à la manipulation de cet espace et à la tentative de le façonner, de le produire. Comme l'explique Söderström : « *La principale ressemblance qui regroupe le plan iconographique, le plan maître, le plan de zone et la cartographie sociale est qu'ils synthétisent la ville en termes d'objets matériels, ou d'individus traités comme des objets, c'est-à-dire réduits à des types sociaux, opérateurs de fonctions (vivre, travailler, voyager, se distraire) ou de besoins standards (normes de confort, bruit, biens ménagers)*³. »

Ces quelques dimensions condensent les questions relatives à la politique des cartes. Cette dernière permet de procéder à la critique du caractère instrumental, lié à la modernité capitaliste et coloniale, de la cartographie dominante, en même temps qu'elle indique les potentialités libératrices d'une appropriation cartographique par des militants ou des artistes : visualiser des pratiques humaines, des productions subversives, des stratégies de résistance, représenter la domination et les systèmes.

La cartographie comme subversion

La question d'un usage subversif des cartes à titre d'expérimentation politique a trait, disions-nous, au caractère opératoire dans la politique concrète d'une déconstruction de la cartographie. Or il faut distinguer plusieurs opérations liées à la pratique cartographique subversive.

En premier lieu, il y a un ensemble de cartes qui représentent de façon critique le capitalisme contemporain, le néocolonialisme ou l'échange inégal. C'est sans doute l'aspect le plus connu en France de la pratique du *countermapping*, comme on a pu en trouver des exemples dans les atlas réalisés par *Le Monde Diplomatique*. Il a pu s'agir d'une carte de la Palestine représentée sous forme

d'archipel, ou encore d'une carte de l'Afrique qui met en évidence la captation de richesses réalisée par l'Europe et les États-Unis, ainsi que les relations de dépendance liées aux institutions internationales. On pourrait aussi renvoyer ici au travail de Bureau d'Études⁴, un collectif qui a par exemple réalisé des cartographies impressionnantes du complexe agroalimentaire ou industrialo-financier. Ces cartes mettent à l'épreuve celle ou celui qui les regarde, en ce qu'elles sont marquées par une suraccumulation d'informations, tout en parvenant à inscrire dans un espace fini des réseaux et des connexions complexes entre institutions financières, firmes, gouvernements, personnel étatique, et ce dans une perspective transnationale. Ces initiatives sont inséparables des tentatives de partage de ressources et d'élaboration collective, de mise en réseau d'activistes. Ce courant possède des liens puissants avec une tradition autonomiste qui a fait sienne l'idée d'une hégémonie du travail immatériel sur les processus de production à l'échelle mondiale – pas tellement d'ailleurs pour affirmer la réalité d'une telle hégémonie que pour exploiter les potentialités subversives de la notion de travail immatériel. Cette forme de travail en réseau se retrouve dans d'autres tentatives, comme celle de *precarity map*, qui consiste à mettre en lien des activistes œuvrant autour des mêmes questions afin de donner une visibilité internationale à leur cause – le travail précaire – à l'occasion du 1^{er} mai.

En second lieu, on peut penser aux cartographies qui visent à rétablir les représentations de communautés et d'environnements liés à la présence de populations indigènes, ces dernières ayant souffert, à un titre ou un autre, du colonialisme. En effet, le préjudice a notamment trait aux cartes elles-mêmes. Alors que la pratique de cartographie moderne est indissociable d'une certaine approche instrumentale du monde, comme nous le disions plus haut, elle frappe en même temps de discrédit certaines formes non modernes et non occidentales de *mapping*. Ces formes, qu'on trouve notamment chez certaines populations nord-américaines ou méso-américaines, ont souvent été inséparables d'une expression orale ou rituelle. C'est lors de la « rencontre » violente avec les Européens que ces savoirs cartographiques ont été captés pour produire des cartes des territoires conquis et pour délimiter des zones de propriété parmi les Européens. Le *countermapping* indigène est donc une réaction, d'une part, à la violence épistémique des Européens lors du traitement des informations orales des informateurs indigènes et, d'autre part, à la spoliation de leurs terres par les mêmes Européens. En d'autres termes, on peut faire remonter cette pratique du *countermapping* au xvii^e siècle, quand, par exemple, des indigènes de San Juan Tolcayuca au Mexique réalisèrent une *lienzo* (une « toile » représentant leurs terres) pour défendre leurs droits territoriaux contre les empiètements des colons espagnols. Aujourd'hui, dans

le cadre de luttes indigènes, ou pour les appuyer, les cartographies indigènes sont envisagées comme des entreprises participatives, qui permettent une démocratisation de la gestion des territoires sous contrôle étatique.

L'une des pratiques récentes les plus célèbres est le fait du collectif Hackitectura. Ce réseau d'hackers, d'artistes et d'architectes a produit une carte de la « frontière » entre l'Espagne et l'Afrique du Nord⁵. La théorie qui accompagne ce projet était de repenser la politique de la frontière au point que la carte ne se contente plus de représenter des chiffres de l'immigration légale ou illégale, la frontière comme barrière et comme séparation physique, mais qu'elle permette de voir la frontière comme un espace de relations sociales : flux de capitaux, réseaux policiers, réseaux d'activistes, dette du gouvernement marocain, investissements européens. Elle représente aussi bien les centres de rétention que les espaces d'auto-organisation, les installations militaires et sécuritaires comme les agressions racistes. Ce type de projet se mène sous licence *Creative commons*, et comme d'autres projets mentionnés, il vise un partage des ressources, une réappropriation des technologies de l'information et de la communication, et ce qu'il est convenu d'appeler le travail immatériel. Dans

cette perspective, un certain nombre d'ateliers militants de cartographie collective mis en place via des forums sociaux, ou encore des journaux en ligne, émergent comme autant de réseaux de partage et de débats.

Conclusion

Le statut du *countermapping* par rapport aux nouvelles pensées critiques et aux expérimentations politiques contemporaines est donc assez spécifique. La cartographie subversive constitue un lieu d'élaboration théorique pertinent pour travailler les questions de la représentation et de l'espace en lien avec les systèmes de domination et les politiques de l'identité. C'est aussi là que des théories – offrant la part belle au travail immatériel, à l'autonomie et aux modes d'organisation horizontaux – tentent de trouver un champ d'application à la fois militant, artistique et cognitif. La force de telles expérimentations, de la mise en réseau d'activistes et d'intellectuels à l'heure de la précarisation généralisée, se joue peut-être dans des réalisations dont l'originalité et la qualité sont palpables, et en ce qu'elles donnent une visibilité à une interprétation du monde, aussi bien qu'à la volonté pratique de le transformer. ■

NOTES

- 1. Élisée Reclus, *L'Homme et la Terre*, vol. V, Paris, 1905-8, p. 335.
- 2. John Pickles, *A History of Spaces*, New York, Routledge, 2003, p. 121-122.
- 3. Ola Söderström, « Paper Cities: Visual Thinking in Urban Planning », in *Ecumene*, 3(3), 1996, p. 274-275.
- 4. Voir bureaudetudes.org.
- 5. Voir hackitectura.net/blog/en/2004/cartografia-del-estrecho.

